



COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

Quarante-cinquième réunion

21 avril 2022

Déclaration n° 45-17(F)

Déclaration de M. Coulibaly Côte d'Ivoire

au nom de

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine,
Comores, République du Congo, République Démocratique du Congo,
Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissao,
Guinée équatoriale, République de Madagascar, Mali, Maurice,
Mauritanie, Niger, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal,
Tchad, et Togo

Comité Monétaire et Financier International (CMFI)
Déclaration de M. Adama COULIBALY
Ministre de l'Economie et des Finances
(Côte d'Ivoire)
21 avril 2022

Perspectives économiques mondiales et priorités en matière de politiques

Nous regrettons les nombreuses pertes en vies humaines et les destructions immenses causées par le conflit en Ukraine, sans oublier les graves répercussions économiques de ce conflit sur la région et le monde en général. Nous sommes préoccupés par le ralentissement significatif de la croissance mondiale prévue pour 2022, ainsi que par la forte hausse mondiale de l'inflation, notamment des prix du carburant et des denrées alimentaires. Nous craignons que la croissance et l'inflation ne se détériorent davantage au cours de la période à venir, compte tenu de l'environnement international extrêmement incertain et des risques très élevés.

En raison de ces nouvelles perspectives, de nombreux pays sont confrontés à des arbitrages de politiques difficiles, mais l'atténuation de l'impact de la crise sur les populations les plus pauvres doit rester primordiale. Soutenir la reprise et contenir les pressions inflationnistes, tout en poursuivant les efforts d'assainissement budgétaire, d'assistance aux populations les plus vulnérables et de sécurité pour faire face aux menaces terroristes, devient plus difficile pour les décideurs politiques. Alors que les réponses de politiques devraient dépendre de l'exposition des pays au conflit en Ukraine, de l'état d'avancement de la pandémie dans chaque pays et de la vigueur de la reprise économique, de nombreux pays membres disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour aider à atténuer l'impact du conflit sur leurs économies, en particulier pour les segments les plus pauvres de la population et ce, dans un contexte de niveaux d'endettement élevés. Pour ces pays, un appui extérieur adéquat devrait être fourni, si nécessaire. D'une manière générale, les pays devraient continuer à soutenir activement leurs économies et à intensifier l'assainissement budgétaire uniquement lorsque la crise s'atténuera et que les tensions géopolitiques s'apaiseront. Les banques centrales, elles aussi, devraient surveiller de près l'impact des pressions sur les prix et sur les anticipations d'inflation et agir en conséquence pour ancrer ces anticipations tout en communiquant efficacement sur les perspectives d'inflation.

Les pays à faible revenu sont touchés de manière disproportionnée par les conséquences de la guerre en Ukraine en raison de la flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que des vulnérabilités accrues de leurs dettes. Par conséquent, la solidarité de la communauté internationale est capitale pour soutenir durablement ces pays. Bien que la forte hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires affecte toutes les

populations vulnérables à travers le monde, elle a des effets plus néfastes sur les pays à faible revenu ainsi que sur de nombreux pays à revenu intermédiaire et augmente le risque de troubles sociaux dans ces pays. Nous voudrions souligner que dans le contexte actuel, le FMI devrait revoir ses recommandations de politique budgétaire relatives à la réduction des subventions alimentaires et énergétiques, car le retrait d'un tel soutien ne peut que conduire à des tensions sociales et politiques. Ces pays devraient être en mesure d'intensifier leurs efforts pour relever les défis relatifs à la sécurité alimentaire, notamment en ayant accès aux ressources nécessaires pour faire face à leurs importations alimentaires, mais aussi pour soutenir les réformes visant à promouvoir leurs secteurs agricoles et à développer l'agro-industrie. En outre, la crise actuelle a exacerbé les vulnérabilités de la dette des pays à faible revenu, plus particulièrement leur capacité à assurer le service de la dette, car les taux d'intérêt ont augmenté en réponse à la nécessité de lutter contre les pressions inflationnistes dans le monde, et les conditions financières se sont durcies limitant ainsi l'accès au marché des capitaux pour les pays émergents et les pays frontiers. Cela nécessite d'accélérer le programme de résolution de la dette, notamment par des restructurations, ainsi qu'une mise en œuvre rapide du Cadre commun du G20. Nous soulignons l'importance d'une restructuration efficace de la dette des pays dans le cadre de cette dernière initiative, y compris en incitant à la participation pleine des créanciers du secteur privé.

Malgré les arbitrages difficiles auxquels de nombreux pays font face dans la mise en œuvre de leurs politiques à court terme, ces derniers devraient continuer à entreprendre des changements structurels majeurs à travers des efforts nationaux renouvelés et une coopération multilatérale renforcée. En particulier, les pays membres devraient faire de nouvelles avancées dans la mise en œuvre de leur programme de transformation numérique, ainsi que dans leur transition énergétique verte. Nous appelons également au renforcement de la coordination multilatérale pour aider à atténuer les défis économiques immédiats et à plus long terme auxquels sont confrontés les décideurs, ainsi qu'à éviter la fragmentation économique et commerciale. À cet égard, des efforts sont particulièrement nécessaires pour maintenir la liquidité mondiale, gérer le surendettement, lutter contre le changement climatique et mettre fin à la pandémie.

L'accès des pays à un plus large éventail de financements s'avère fondamental pour faire face aux effets de la crise ainsi que les défis auxquels les pays membres sont confrontés. Le FMI a un rôle essentiel à jouer pour l'accès de ses Etats membres à plus de financements afin de contenir les effets de la crise ukrainienne et poursuivre les efforts de transformation structurelle de leurs économies. A cet effet, nous saluons l'initiative pour la réallocation des ressources de Droits de Tirage Spéciaux dans le cadre du Fonds Fiduciaire pour la Résilience et la Durabilité (FFRD), et encourageons l'accélération de la mise en place dudit fonds. Aussi, le FMI devrait

contribuer à soutenir le rôle considérable joué par les banques régionales de développement, y compris dans les unions monétaires, pour faire progresser l'intégration régionale et élargir les sources de croissance, grâce à un traitement plus judicieux des prêts financiers accordés par ces institutions aux pays. Dans les unions monétaires, ces banques sont des institutions publiques locales accordant des prêts en monnaie locale, et leur financement doit donc être traité comme une dette intérieure pour les pays bénéficiaires, afin de ne pas dégrader mécaniquement leur profil dans l'analyse de viabilité de la dette.

Le Plan d'action mondial

Nous exprimons notre soutien au programme d'action mondial de la Directrice générale, qui met en évidence les priorités d'actions de l'institution pour l'avenir, afin d'aider les pays membres dans leurs efforts pour faire face à l'impact économique de la guerre en Ukraine et aux effets persistants de la pandémie ; cela tout en relevant les défis continus tels que le changement climatique au premier plan de ces priorités.

La pandémie de la Covid-19 continue de peser sur les conditions et les perspectives macroéconomiques mondiales. Ainsi, les décideurs publics doivent rester vigilants compte tenu de sa trajectoire incertaine. Malgré les défis posés par les développements géopolitiques actuels, il est essentiel que les initiatives mondiales visant à améliorer l'accès ainsi que la production de vaccins et de traitements pour lutter contre la pandémie, en particulier dans les pays à faible revenu, ne faiblissent pas.

Il est primordial d'accélérer et de coordonner les efforts pour mettre en œuvre rapidement et efficacement le Cadre commun du G20. Cela est d'autant plus urgent maintenant que le resserrement des conditions financières mondiales, combiné à la hausse des prix des denrées alimentaires, des matières premières et de l'énergie, a exacerbé les vulnérabilités de la dette de nombreux membres. Si les traitements de la dette au titre du Cadre commun ne sont pas mis en œuvre résolument, les efforts dans d'autres domaines de travail du Fonds pourraient être affaiblis, notamment la nouvelle stratégie pour les États fragiles et affectés par un conflit et le FFRD. En effet, plusieurs pays auxquels sont destinées ces deux initiatives, ne pourront en bénéficier en raison de leur endettement insoutenable. Nous appelons également à de nouveaux efforts de collecte de fonds pour mobiliser des subventions pour le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (Fonds fiduciaire ARC) qui a fourni un allègement significatif de la dette à de nombreux pays en temps de crise.

La pandémie et la guerre en Ukraine sont des rappels affligeants mais convaincants que bon nombre des principaux défis auxquels nous faisons face sont communs à tous les pays membres et que les solutions à ces défis devraient être abordées à l'échelle mondiale grâce à une coordination multilatérale renforcée. L'impact négatif du changement climatique sur de nombreux pays, y compris en Afrique subsaharienne, des cyclones destructeurs en Afrique de l'Est aux sécheresses dans la région du Sahel ainsi que la pauvreté et les conflits qu'ils génèrent, doit être traité de toute urgence au niveau mondial. En outre, la guerre en Ukraine et ses implications sur les chaînes alimentaires mondiales et l'inflation devraient également inciter le FMI à renforcer sa coopération avec d'autres institutions, y compris pour mettre en place des approches plus intégrées des politiques budgétaires et agricoles, notamment les subventions ainsi que les réformes nécessaires pour parvenir à la sécurité alimentaire.

Pour renforcer le rôle central du FMI dans le filet de sécurité financière mondial, il est essentiel que l'institution soit dotée de ressources adéquates, notamment par des ressources internes accrues. Veiller à ce que le FMI reste une institution dotée de ressources adéquates au centre du filet de sécurité financière mondial est encore plus pertinent dans le nouvel environnement d'incertitudes accrues et de défis énormes. Cela nécessite de faire avancer avec plus de vigueur et de rapidité, les réformes des quotes-parts et de la gouvernance du FMI, en vue d'achever, en temps opportun, la 16^{ème} révision générale des quotes-parts, y compris une nouvelle formule de quotes-parts, tout en veillant à ce que la voix et la représentation des membres les plus pauvres soient protégées. Nous continuons d'appuyer également les progrès en matière de diversité du personnel, y compris au niveau des fonctions de direction.